

Je voudrais ajouter une considération, et sur ce point je parle en mon nom personnel. Je crois que le Canada a un intérêt sérieux et vital dans le Pacifique et qu'une partie considérable des grands événements qui se produiraient à l'avenir aurait lieu autour du bassin du Pacifique. Les deux tiers de la population du globe vivent dans les pays baignés par l'océan Pacifique ou qui lui sont immédiatement adjacents—la Chine, les Indes, le Japon, la Russie septentrionale, les Etats-Unis et le Canada. Nous partageons avec les Etats-Unis la position dominante sur le côté oriental du Pacifique, et le Canada a un intérêt important et vital dans tous les événements qui arrivent dans le Pacifique, et à mesure que des années passeront notre intérêt augmentera encore. S'il était nécessaire d'envoyer en Sibirie des troupes représentant l'empire britannique, pour diminuer la pression sur le front-occidental et hâter le jour du retour de nos soldats, le Canada, en raison de sa situation et de sa possibilité, aurait manqué à son devoir à l'époque, s'il n'avait pas contribué de bon cœur à former ce contingent.

Mon honorable ami dit que les difficultés et le danger étaient passés avant le départ de nos troupes. D'après l'entente à laquelle on en arriva, l'empire britannique devait envoyer un certain nombre de troupes. Le Japon envoya ses troupes, la France et l'Italie envoyèrent leurs troupes et l'Angleterre envoya le nombre d'hommes qu'elle avait accepté d'envoyer, c'est-à-dire un bataillon—en réalité elle en a envoyé deux. Par suite des conditions qui existaient au Canada, nous avons mis plus de temps que nous l'espérions à envoyer nos troupes et aussitôt après la signature de l'amnistice la question fut discutée avec le War Office. Nous demandâmes s'il était nécessaire d'expédier les troupes et nous reçûmes la réponse, qu'en raison de la situation critique en Russie il était absolument nécessaire de faire partir les troupes. L'Angleterre déclara que si nous n'envoyions pas nos troupes elle devrait fournir un contingent et qu'à l'époque elle n'était pas prête à modifier brusquement ses plans.

Le Gouvernement a donc tenu les engagements qu'il avait pris aux mois de juillet et d'août, et nous avons pris la part que nous devons prendre à la lutte afin d'assurer la victoire aux Alliés et en fin de compte la paix au monde entier.

J'ajouterai, si la Chambre veut bien me le permettre, que les succès qu'ont obtenus les Alliés au cours de la dernière année de guerre sont dus dans une large mesure à l'unité du commandement. Est-ce que mes

honorables amis ne croient plus à l'excellence de ce principe appliqué à la situation en Sibirie? Comme Canadiens, avions-nous le droit de dire, lorsqu'il était essentiel de maintenir une armée alliée en Sibirie, selon les vues du conseil de guerre, que le Canada serait le premier pays à lâcher pied et à refuser de faire sa part? Ce n'est pas là le rôle que le Canada a joué dans la dernière guerre, et le Gouvernement n'était pas prêt à le permettre. Nous avons honorablement rempli nos engagements tout en laissant entendre que nous serons heureux de voir nos troupes rentrer au pays quand la situation le permettra.

M. POWER: Le Canada se considérerait-il en guerre avec les Russes à cette époque?

L'hon. M. ROWELL: Le Canada était exactement dans la même situation que les autres pays de l'Entente.

M. POWER: Le Canada était-il en guerre avec la Russie ou quelques parties de la Russie et l'est-il à l'heure qu'il est?

L'hon. M. ROWELL: Je ne prendrai pas sur moi de répondre à la question de l'honorable député, car je suppose que personne n'est en mesure à l'heure actuelle de définir exactement la situation des pays alliés vis-à-vis de la Russie et des divers éléments qui se disputent le pouvoir. Il existe en Russie plusieurs gouvernements avec lesquels les Alliés ne sont pas en guerre.

M. POWER: Le Canada est-il en guerre avec quelque gouvernement en Russie?

L'hon. M. ROWELL: En ce qui concerne la brigade canadienne, nous ne sommes pas en contact avec les troupes d'aucun gouvernement auquel nous faisons la guerre.

M. VIEN: Dois-je comprendre, à la suite des explications de l'honorable ministre, que les troupes canadiennes n'auraient jamais été expédiées en Sibirie, si la Grande-Bretagne ou les autres pays de l'Entente avaient eu des forces disponibles à cette époque?

L'hon. M. ROWELL: Je ne prétends pas cela. Je ne saurais dire ce qui serait arrivé dans d'autres circonstances. Je suis au fait de ce qui s'est produit, dans les circonstances existant à cette époque.

M. VIEN: Etait-il absolument nécessaire d'expédier des troupes canadiennes en Sibirie, parce que les Alliés n'avaient pas d'autres troupes à leur disposition?

L'hon. M. ROWELL: Les Alliés ne pouvaient se procurer d'autres troupes ailleurs